

Recherches sociographiques



Serge CÔTÉ, Yvon DIONNE, Yvon LECLERC, Pierre-Paul PROULX, Robert ROBERT et Jean-Maurice SAVARD, *La pratique du développement régional*

Michel Boisvert

Volume 37, Number 3, 1996

Dynamiques territoriales

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057083ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057083ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Boisvert, M. (1996). Review of [Serge CÔTÉ, Yvon DIONNE, Yvon LECLERC, Pierre-Paul PROULX, Robert ROBERT et Jean-Maurice SAVARD, *La pratique du développement régional*]. *Recherches sociographiques*, 37(3), 599–602.
<https://doi.org/10.7202/057083ar>

Dans la troisième partie, on aborde les stratégies et les actions « gagnantes » des milieux. Il est certes difficile de rendre compte des expériences riches en développement local ; néanmoins, les cinq contributions de cette partie présentent une gamme d'expériences, de Costa Rica à l'Abitibi-Témiscamingue aux quartiers urbains défavorisés de Montréal. La question du capital est débattue sous forme de discussion sur les fonds de développement et la création des entreprises. Mais de plusieurs contributions, émerge l'importance de stratégies impliquant des orientations « non économiques », par exemple la culture, la mobilisation des populations, l'environnement naturel et la conservation de la nature et l'intégration de toute une gamme de valeurs associées à un milieu, reflet de la composition des conseils d'administration des Corporations de développement économique communautaire (CDEC). Le développement est bien plus qu'une affaire des acteurs strictement « économiques ». Là encore, on trouve un des facteurs clés pour comprendre la différenciation spatiale de la dynamique des régions et des milieux « périphériques ».

Enfin, dans la quatrième partie, les auteurs discutent de l'émergence de nouveaux modèles de développement. Dans le contexte des espaces « périphériques » souvent soumis à des forces contradictoires (déstructurantes et restructurantes) en même temps, il y a lieu, selon les différents participants, non seulement de construire des nouveaux modèles conceptuels des processus mais aussi d'élaborer différentes approches analytiques, y compris d'autres indicateurs de développement. Les auteurs tirent leurs expériences du Québec, du Laos et des provinces maritimes, et soulèvent certains éléments de ces nouveaux modèles, entre autres, l'importance des acteurs sociaux et la mobilisation des populations.

Cet ouvrage collectif rassemble dix-neuf contributions. Il n'y a pas de conclusions définitives à toutes les questions fondamentales posées, ce qui n'est pas surprenant dans le contexte de communications présentées lors d'un colloque. Les éditeurs le reconnaissent d'ailleurs dans leur introduction. Toutefois, il est dommage que la dernière partie ne contienne pas une conceptualisation globale et cohérente des processus de développement, parce que notre réflexion a connu une évolution rapide et très riche au cours des dix dernières années, comme le montrent les différents participants. Néanmoins, c'est un ouvrage très instructif que j'utiliserai sans hésitation dans mes cours sur le développement. J'attends avec impatience les résultats des colloques subséquents.

Christopher R. BRYANT

*Département de géographie,
Université de Montréal.*

Serge CÔTÉ, Hugues DIONNE, Yvon LECLERC, Pierre-Paul PROULX, Robert ROBERT et Jean-Maurice SAVARD, *La pratique du développement régional*, Rimouski, Association des étudiant-e-s et des diplômé-e-s en développement régional (EDDR) et Groupe de recherche interdisciplinaire en développement régional, de l'Est du Québec (GRIDEQ), 1995, 134 p.

Les actes d'un colloque ont le mérite de permettre aux absents, et ce dans un délai généralement très court, d'être renseignés sur un sujet pointu en recevant en pâture tout un ensemble de propos actuels, incluant souvent des résultats préliminaires de recherche, et accompagnés de références récentes et nombreuses. Mais il faut en payer le prix : la mul-

tiplicité des collaborateurs rend difficile l'intégration de toutes ces connaissances et on trouve parfois des auteurs dont la contribution au thème central est si ténue qu'on se demande s'ils ne se sont pas trompés de colloque ! L'ouvrage que propose le GRIDEQ présente malheureusement les défauts du genre et n'en possède pas les qualités, en raison d'un thème beaucoup trop vaste, dont on a même pris ses distances chez certains auteurs ! Les six textes rassemblés forment en effet un ensemble hétéroclite d'où ressortent deux thèmes incomplètement traités : d'une part, l'État et les stratégies de développement régional et, d'autre part, les pratiques de recherche dans l'étude du développement régional.

Le texte de Robert ROBERT, « Développement régional au Québec : un bilan de 30 ans », est un long exposé — qui fait d'ailleurs à lui seul la moitié de l'ouvrage — des expériences et des virages de l'État québécois dans la mise au point d'une stratégie de développement régional, depuis le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) jusqu'aux plans d'action stratégiques, en passant par le rapport HMR, les sommets économiques régionaux et la disparition de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ). Cette contribution de la part d'un proche de l'appareil gouvernemental est majeure et on se demande pourquoi les autres textes n'ont pas été choisis de manière à revenir sur certaines étapes de cette évolution, sur un mode critique. L'auteur n'a toutefois pas voulu se contenter d'écrire une chronique en l'assortissant de jugements personnels puisqu'il s'est imposé la vérification de l'hypothèse suivante : « Au fil des années, tout le domaine du développement régional (structures, pratiques, concepts etc.) évolue dans le sens d'un enrichissement, de sorte qu'au fur et à mesure que celui-ci se complique, il gagne en efficacité. » (P. 2.) Robert revient en fin de parcours sur cette hypothèse pour conclure : « On pourrait presque parler d'un processus d'évolution qui arrive à maturité, à une forme plus achevée ». Or, les preuves à l'appui sont assez peu convaincantes. S'il est vrai que l'OPDQ disposait de moyens que n'avait pas le COEQ, à qui fera-t-on croire que son inscription au sein du Conseil exécutif comme Secrétariat aux affaires régionales est une forme plus achevée ? De même, l'évolution des CER vers des CRD a certainement contribué à une plus grande mobilisation du milieu autour de stratégies de développement économique, mais comment oublier l'affirmation concurrente des MRC, intégrant de plus en plus aménagement et développement, et celle des CADC que finance le gouvernement fédéral ? Enfin, la résurrection (*sic*) et la consolidation des conférences administratives régionales sont peut-être un heureux retour vers le passé, mais la multiplication des régies et sociétés régionales dotées de mandats sectoriels souvent étroits marque-t-elle vraiment un progrès à l'ère des mutations sociospatiales et des transformations structurelles qui exigent une vision d'ensemble et des stratégies globales ?

Jean-Maurice SAVARD, de la Corporation de développement économique de Kamouraska, nous propose une réflexion sur la planification stratégique et ses enjeux, une démarche qu'adoptent de nombreux intervenants du développement régional au Québec au cours des dernières années. Après une introduction opposant les théories du développement par le haut à celles du développement par le bas, qui n'apporte rien de neuf, on expose en huit pages le cheminement réalisé dans le cas étudié. Malheureusement, on n'esquisse aucune relation entre les éléments théoriques proposés au départ et cette évolution ; par ailleurs, l'auteur ne tente nullement d'expliquer comment, sur le plan stratégique, on est passé des cinq défis lancés en 1988-1989 aux deux objectifs globaux de 1993-1998.

Les responsabilités d'Yvon LECLERC ne sont pas précisées, mais on soupçonne qu'il est homme d'affaires quand il conclut son introduction par ces propos : « Une société qui se trouve

aux prises avec un tel niveau de sous-emploi doit mettre en place des dispositions facilitantes qui permettront aux employeurs de créer des emplois et aux chômeurs de les occuper» (p. 111). Il propose un retour sur les enjeux en suggérant trois chantiers : une meilleure distribution de la richesse, la réinsertion des exclus et un nouveau partage des responsabilités politiques, intitulant sa communication « Prendre appui sur des relais locaux pour lutter contre le chômage ». Précisons tout de suite que si ces relais locaux correspondent aux mêmes espaces de référence que ceux traités ailleurs dans l'ouvrage (de la MRC à la région administrative), c'est l'ensemble du territoire québécois qu'on évoque surtout en regard du troisième enjeu, avec un vibrant appel à la souveraineté. Cette opinion a le mérite de la franchise et de la détermination, à la manière des lettres de lecteurs dans les grands quotidiens.

Pierre-Paul PROULX, professeur au département de sciences économiques de l'Université de Montréal, nous permet d'aborder tous ces enjeux dans une perspective beaucoup plus large et à l'échelle des échanges internationaux, mais en neuf pages, il est difficile de livrer plus qu'une esquisse. On y trouve une sorte d'agenda, incluant des éléments d'une stratégie pour le développement des régions du Québec inspirés des nouveaux courants théoriques sur le développement régional construits autour de concepts comme la synergie des milieux, l'intégration des espaces économiques, la flexibilité des activités, la participation à des réseaux et la maîtrise de l'information. Voilà autant de thèmes trop rapidement abordés, dont chacun pourrait, il est vrai, faire l'objet d'un colloque.

Les deux autres textes sont l'œuvre de professeurs de l'Université du Québec à Rimouski, rattachés depuis les débuts au GRIDEQ. Ils mettent cette fois l'accent sur la démarche de recherche en développement régional plutôt que sur le développement lui-même. Serge CÔTÉ propose une réflexion autour des rapports dialectiques (*sic*) entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée. Il commence par les définitions suivantes : « La recherche à caractère fondamental a pour but essentiel l'acquisition de nouvelles connaissances. Sans que l'on puisse l'identifier à des préoccupations exclusivement théoriques, elle suppose habituellement le recours à une conceptualisation rigoureuse et fait une large place à l'élaboration de modèles explicatifs. La recherche à caractère appliqué, de son côté, est orientée vers la production de résultats destinés à servir à des individus et à des groupes dans la planification et la réalisation d'interventions ou dans la conduite d'actions et de réflexions que ces groupes ou individus souhaitent eux-mêmes. » (P. 70.) Certains seront mal à l'aise avec de telles distinctions : des connaissances nouvelles ne peuvent-elles découler également de la recherche appliquée ? La recherche fondamentale n'est-elle pas exclusivement théorique ? Une orientation aussi ouvertement utilitariste ne s'appelle-t-elle pas développement (ou intervention comme l'auteur le propose lui-même à la page 74) plutôt que recherche appliquée ? CÔTÉ puise ensuite dans l'histoire du GRIDEQ, qui fêtait pour l'occasion ses vingt ans, des exemples de chaque type de recherche, qui paraîtront bien sûr peu convaincants à ceux qui auront refusé les définitions du début.

Hughes DIONNE aborde la même problématique en se concentrant sur la recherche-action, plus précisément en cherchant à montrer qu'elle est un lien obligé entre théorie et pratique. Ce texte est le seul qui soit accompagné d'une véritable bibliographie et qui propose un réel approfondissement théorique des questions abordées. La définition même de la recherche-action varie toutefois tout au long du texte, et ce de façon inexpliquée, de sorte que la lecture en devient ardue. Ainsi, on nous dit au début : « Par sa définition même, la recherche-action est une démarche de réflexion appliquée en fonction d'une situation particulière à modifier...

Le chercheur n'est plus l'analyste ou le consultant-expert hors de l'action, mais il est partenaire de l'action et impliqué dans l'action.» (P. 80.) Plus loin, on écrira : «La recherche-action doit être perçue d'abord comme un processus d'intervention. C'est le changement à réaliser, c'est l'objectif de l'action elle-même qui est dominant dans toute démarche de recherche-action. Le chercheur en situation de recherche-action s'insère dans une entreprise d'intervention et doit modeler son parcours de recherche à celui de l'intervention... Le chercheur est alors amené à expliciter sa position idéologique au sein de l'intervention ou de l'action en cours. Il refuse toute prétention de neutralité et s'associe aux objectifs explicites de l'entreprise de recherche-action dans laquelle il est partenaire.» (P. 89-90.) La première définition donne l'impression que l'objet d'étude est l'acteur auquel on vient en aide, plus précisément l'acteur confronté à une situation particulière, alors que dans le second cas, c'est l'action proposée dont on voudra s'assurer qu'elle est menée correctement et mesurer tous les effets, en étant sur place, au milieu de la mêlée. Plutôt que de choisir entre ces deux interprétations, peut-être faut-il convenir qu'il y a fondamentalement deux objets d'étude qui peuvent bénéficier de cette démarche : les organisations et les interventions. Mais pourquoi faudrait-il que dans l'un et l'autre cas le chercheur abdique sa neutralité? Pour mieux comprendre les propositions de l'auteur, dont le texte est enrichi d'un tableau-synthèse et d'un schéma contrasté, il aurait été intéressant de disposer d'exemples tirés des vingt ans d'exercice du GRIDEQ.

Bravo aux étudiants qui ont pris l'initiative d'un tel colloque, mais souhaitons qu'à l'avenir les participants acceptent de coller de plus près à la thématique proposée. Il y va de l'homogénéité des actes qui suivront.

Michel BOISVERT

*Institut d'urbanisme,
Université de Montréal.*

Denyse CÔTÉ et al. (dirs), *Du local au planétaire. Réflexions et pratiques de femmes en développement régional*, Montréal, Les Éditions du Remue-Ménage, 1995, 271 p.

Le contexte politique actuel de régionalisation au Québec force les groupes d'intérêt dont l'action était principalement orientée vers l'État central à redéployer leurs stratégies. C'est le cas des groupes de femmes et du mouvement féministe en général. Ce livre, qui présente réflexions et pratiques de femmes en développement régional, arrive donc à point. Ce recueil de dix textes, également répartis entre notions théoriques et expériences pratiques, veut combler un vide en proposant un début de réflexion sur ce que serait une conception féministe du développement régional et en présentant quelques expériences et trajectoires féminines en développement régional.

Le développement régional et les études féministes sont tous les deux des domaines d'études «transdisciplinaires» (LAFONTAINE, p. 67). La provenance des différentes auteures reflète bien cette réalité : sociologie, science politique, géographie, travail social, science économique, etc. Cette diversité fait à la fois la richesse et la faiblesse de l'ouvrage. Richesse en ce que chaque discipline apporte un éclairage différent qui devrait contribuer à bâtir ces paradigmes dont on déplore justement l'absence. Faiblesse dans le sens où, lecture faite, on reste avec l'impression d'un manque de cohérence, d'un certain éclatement. On aurait souhaité qu'une conclusion dégage cette cohérence qui fait défaut. Il faut donc prendre l'ouvrage pour ce qu'il